

Banques d'investissement et mathématiques financières

Investment Banks & Financial Maths

Les banques d'investissement sont à blâmer pour la crise du crédit qui a réduit des nations à la mendicité, mais qu'en est-il des mathématiciens financiers ? [Prof Peter Saunders](#) et [le Dr Mae-Wan Ho](#)

Rapport de l'ISIS en date du 01/05/2012

Une [version entièrement référencée](#) de cet article en anglais, intitulé [Investment Banks and Financial Maths](#), est posté et accessible sur le site Web http://www.isis.org.uk/Investment_banks_and_financial_maths.php par les membres de l'ISIS et il est par ailleurs disponible en téléchargement [ici](#)

S'il vous plaît diffusez largement et rediffusez, mais veuillez donner l'URL de l'original et conserver tous les liens vers les articles sur notre site ISIS

Il est temps de dénoncer le bluff des banquiers

Comme résultat du resserrement du crédit, la plupart des travailleurs du Royaume-Uni font attention à leur baisse réelle de revenus et à leurs droits à la retraite qui ont été érodés. Ceux qui sont privés de travail ont peu de chances de trouver un emploi dans un avenir prévisible. Il y a une grosse réduction des dépenses consacrées à l'éducation, à la santé, au bien-être, et pour presque tous les services essentiels que nous sommes en droit d'attendre de l'État.

Le pire, c'est que les jeunes qui terminent leurs études se trouvent dans une situation telle qu'il leur est très difficile de se lancer sur le marché de l'emploi. Au dernier trimestre 2011, le chômage des jeunes de 16-24 ans était de 22,2% [1]. À la fin du premier trimestre de 2012, au Royaume-Uni, c'est la **récession** qui est de retour [2].

Pendant ce temps, les banquiers ont été largement responsables de ce qui s'est passé, et ils se seraient trouvés hors du circuit des affaires si les contribuables n'avaient pas remis plus de 90 milliards de £ pour les renflouer [3] : ils continuent d'attirer des salaires mirobolants avec des bonus et des primes par-dessus le marché.

Pourquoi ceux qui sont les plus responsables de la **crise** et de la **catastrophe financière**

continuent-ils de voir leur niveau de vie en hausse, au cours de l'année, alors que le reste de la population et la plupart d'entre nous deviennent de plus en plus pauvres ?

La réponse est simple, si non identifiée, nous dit-on. Depuis la déréglementation "Big Bang" de 1986, l'économie du Royaume-Uni est devenue de plus en plus dépendante des services financiers.

Les gouvernements successifs ont parlé de la promotion de l'industrie, mais c'est la **City** qui a obtenu ce qu'elle voulait, y compris une «légère» réglementation qui a encouragé la **bulle financière** qui s'est étendue si dangereusement. Aujourd'hui, cela ne semble pas avoir été une aussi bonne idée, comme on pensait à l'époque, mais la dure réalité est que nous devons maintenant accorder aux banquiers d'investissement tout ce qu'ils veulent ; sinon, ils vont faire leurs valises et s'en aller, en prenant avec eux ce qui reste de notre économie.

Où vont-ils ? Selon les pages financières des journaux de Londres à la fin de février 2012, la division britannique de l'agence internationale de recrutement Hays a perdu 3.000.000 de £ en 2011. L'une des principales raisons était le resserrement du recrutement dans le secteur bancaire, et pas seulement au Royaume-Uni, mais dans le monde entier. Alistair Coxn, chef de la direction de Hays, a déclaré à la presse [4]: *« Il y a un an, nous avons dit que beaucoup de banquiers avaient été à la recherche d'emplois en Asie. Nous voyons encore cela, mais le secteur bancaire s'est ralenti au niveau mondial. Le système bancaire a commencé à s'aggraver il y a quatre à cinq mois. Je ne pense pas que cela va s'améliorer dans les prochains temps »*. Il a ajouté, *« C'est ainsi dans le monde entier, d'une manière assez homogène, et pas seulement axé au Royaume-Uni. Nous voyons aussi l'impact à Hong Kong et à Singapour et en particulier dans les services des **banques d'investissement**, par opposition aux banques de dépôt et de détail »*.

Voilà de bonnes nouvelles pour la grande majorité des gens ordinaires qui ne font pas leur jeu en vivant avec l'argent des autres, comme le font les banquiers d'investissement. Nous avons besoin d'un retour à de grandes banques et à des coopératives qui desservent les communautés locales et l'économie réelle des biens et des services (voir [5] [New Economy Now](#), SiS 53) *.

* Version en français intitulée "Une nouvelle économie est possible immédiatement" par le Dr Mae-Wan Ho. Traduction et compléments de Jacques Hallard. Accessible sur <http://isias.transition89.lautre.net/spip.php?article201>

Il est maintenant clair que, si ces soi-disant maîtres de l'univers doivent vraiment quitter la City, ils ne vont pas vers de meilleurs emplois à l'étranger, parce qu'il n'y en a pas. Leurs menaces sont du bluff, rien d'autre que l'expression des gens impliqués dans les banques d'investissement pour être bien considérés.

Alors que la filiale de la société Hays au Royaume-Uni a perdu de l'argent l'an dernier, la société a réalisé dans son ensemble un bénéfice de 60 millions de £ au cours du second semestre 2011. C'est parce que la société tire 70% de ses revenus en dehors du Royaume-Uni,

et par le recrutement dans des professions telles que l'ingénierie, que la banque s'est bien tenue en Allemagne, aux États-Unis, au Moyen-Orient et en Asie de l'Est [4] ; ceci est à nouveau un signe que ces pays prennent l'économie réelle très au sérieux.

On peut dire qu'il serait préférable de réaliser quelque chose, plutôt que de simplement faire tourner l'argent en rond. Et si la santé mentale revient dans le monde de la finance, les banques pourront ainsi se déplacer vers l'Extrême-Orient : non pas pour éviter les taxes et la réglementation, mais parce que c'est là-bas que se trouvera le centre de l'économie mondiale.

En fin de compte, cela pourrait bien ne pas être une si mauvaise chose pour le Royaume-Uni, qui est devenu trop dépendant du secteur des services financiers, dont les affaires ne sont pas basées sur l'économie réelle. Cette dépendance avait rendu le secteur bancaire particulièrement vulnérable lors du crash qui avait fait suite à l'effondrement des subprimes hypothécaires, et aussi à toutes les menaces susceptibles d'amener les banques à se déplacer.

De façon caractéristique, la réaction du gouvernement à la crise du crédit était de verser d'énormes quantités d'argent au profit des banques. Il croyait apparemment que cela amènerait en quelque sorte une retombée dans l'**économie réelle**, mais tout cet argent a tout simplement disparu dans les coffres des banques (voir [6] "[Shut Down Wall Street!](#)" SiS 53) *.

* Version en français intitulée " Il faut faire cesser Wall Street ! " par le Dr. Mae-Wan Ho. Traduction et compléments de Jacques Hallard. Accessible sur <http://isias.transition89.lautre.net/spip.php?article199>

Avec des bilans plus sains, les banques ont cru pouvoir continuer à payer des primes énormes, mais pas à prêter aux petites et moyennes entreprises (PME) qui ont besoin de l'argent pour construire la force industrielle que prône le gouvernement.

Le Royaume-Uni doit concentrer son attention sur l'économie réelle, un mouvement qui a déjà commencé dans une certaine mesure aux États-Unis, au moins au niveau étatique et au niveau local [5].

Les mathématiques financières sont-elles à blâmer?

Il est ironique de constater qu'à un moment où le chômage est élevé, surtout parmi les jeunes, les industries se plaignent de la pénurie de compétences. Trop peu de jeunes sont diplômés en tant qu'ingénieurs et un trop grand nombre d'entre eux (près de la moitié, selon l'*Institution of Mechanical Engineers* [7]) se déplacent vers d'autres carrières.

En revanche, il y a beaucoup trop de jeunes formés pour faire des mathématiques dites 'financières' pour l'élaboration et la manipulation des produits dérivés complexes qui ont été la cause majeure du crash financier [8], et de sérieuses questions ont été posées quant à savoir si les mathématiques et les mathématiciens financiers sont à blâmer autant que les banquiers

d'investissement [9].

Les mathématiciens financiers sont-ils responsables ?

Incroyablement, la «faute» est limitée à la perte de quelques milliers de milliards. Le débat visait à déterminer si les modèles mathématiques, ou les données qu'ils ont utilisées comme entrées, étaient assez bonnes et appropriées ; la question de savoir s'il est éthique de fournir des instruments mathématiques élaborés pour la création de crédits à des dettes reconditionnées, d'une part, et de jouer avec l'épargne populaire et les moyens de subsistance, d'autre part ; tout cela n'est jamais été pris en considération.

Selon un banquier d'investissement qui s'est exprimé sur le sujet [10]: « *Les banques ont besoin des compétences de niveau élevé en mathématiques parce que c'est la façon dont la banque gagne de l'argent* ». Ces offres, qui ont constitué une sorte de **spirale infernale** qui a été très rapidement hors de contrôle, n'auraient pas été possibles, en premier lieu, sans la complicité des mathématiques financières et le concours des mathématiciens financiers, amicalement réputés être grandement inspirés et considérés comme des «quants» [voir la rubrique '**Analyse financière en économie**' dans la partie 'Définitions & Compléments, à la suite de cet article] dans le monde des affaires financières, ce qui leur procure encore des salaires généralement exprimés en millions et bien plus [9].

Il est inutile de dire, comme l'a déclaré à la BBC le professeur William Perraudin, de la chaire des Finances la *Tanaka Business School* auprès de l'*Imperial College* de Londres [8] : « *Les 'quants' sont une partie assez innocente dans tout cela. Ce sont les gens âgés qui prennent des décisions sur la prise de risque qui portent la responsabilité* ».

William Perraudin est même allé jusqu'à faire l'éloge de ce que les quants font comme une grande faveur envers la société : « *les 'quants' ont permis aux institutions financières de se comporter dans une voie extrêmement efficace, en s'engageant avec un minimum de capital dans leurs activités* ». Cela a permis à des concurrents de taille relativement petite de prendre place parmi les grandes institutions pour la fourniture de services financiers et qui a conduit, à son tour à des prêts encore moins chers », a-t-il expliqué. Bien sûr, c'est cela même qui a précisément été, dans le même temps, responsable de la **bulle financière**.

De même, Chris Rogers, professeur des sciences statistiques et en charge du Groupe de Finance Quantitative à l'Université de Cambridge, a déclaré à un journaliste [9]: « *Dans une banque, les mathématiciens jouent essentiellement un rôle mineur : ils sont les serviteurs de l'entreprise financière qui a ses impératifs* ».

Tim Johnson, membre académique en mathématiques financières basé à l'Université Heriot-Watt et à l'Institut Maxwell des sciences mathématiques à Edimbourg, a déclaré pour sa propre défense [10] : « *J'ai été aspiré dans les mathématiques financières non pas parce que j'étais intéressé par les finances, mais parce que j'étais intéressé pour prendre de bonnes décisions dans un contexte d'incertitude ... L'un des objectifs clés des mathématiques financières est de comprendre comment construire les meilleures stratégies d'investissement qui minimisent les*

risques dans le monde réel ». Mais il ne s'est pas demandé : de minimiser les risques pour qui et pour quel but qui pourrait servir l'humanité, ou tout au moins ne lui faire aucun mal.

Cependant beaucoup des doyens spécialistes de **mathématiques financières**, comme pour s'absoudre de tout blâme, portent la responsabilité principale pour avoir fourni les outils qui permettent à un groupe de personnes (eux-mêmes inclus) de devenir prodigieusement riches et en laissant le reste de la société faire l'aumône.

Il est temps pour les mathématiciens en herbe de se réveiller, d'envisager leur responsabilité sociale et de reconsidérer leurs idéaux, en même temps que le côté attrayant et la beauté des mathématiques. Si les banquiers financiers étaient amenés à perdre leur emploi, il n'y aurait certainement plus beaucoup d'emplois non plus dans le microcosme des mathématiques financières.

© 1999-2012 The Institute of Science in Society


[Contact the Institute of Science in Society](#)

MATERIAL ON THIS SITE MAY NOT BE REPRODUCED IN ANY FORM WITHOUT EXPLICIT PERMISSION. FOR PERMISSION, PLEASE [CONTACT ISIS](#)

Définitions et compléments

Analyse quantitative (économie) - Article Wikipédia

 Pour les articles homonymes, voir [Analyse quantitative](#).

 Cet article est une **ébauche** concernant l'**économie**. Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

En finance, l'**analyse quantitative** est l'utilisation de [mathématiques financières](#), souvent dérivées de la [physique](#) et des [probabilités](#), pour mettre au point et utiliser des modèles permettant aux gestionnaires de fonds et autres spécialistes financiers de s'attaquer à deux problèmes :

- mieux évaluer la valeur des actifs financiers, et surtout leurs [dérivés](#). Ces dérivés peuvent être des produits comme les [warrants](#), les certificats ou tout autre type de dérivé ou d'option (contrats [Futures](#) sur matières premières, indices, etc.).
- gérer plus scientifiquement leurs opérations en ajustant en permanence leurs [portefeuilles](#) dans une optique d'équilibre entre le risque et la rentabilité attendue. Les analystes cherchent à réduire les risques pris par les institutions financières dans leurs opérations de *trading* pour un niveau de rendement égal.

Les **analystes quantitatifs**, surnommés **quants**, ont une formation à la fois mathématique et financière. Ils travaillent dans les banques, sociétés financières et autres institutions et entreprises ayant des activités liées à la finance. Les quants ont une solide formation en probabilités et calcul différentiel.

On parle aussi d'analyse quantitative dans d'autres domaines de la science et de la technique

où des séries statistiques ou d'autres données numériques abondantes sont utilisées, comme en [géosciences](#). L'analyse quantitative est également utilisée en science sociale, notamment en [sociologie](#) et en [science politique](#).

Voir aussi

- [Analyse financière](#)
- [Évaluation d'option](#)
- [Calcul stochastique](#)
- [Analyse technique](#)
- [AQOC](#)

Liens externes

- [Cours du Dea de Probabilité, option finance](#) du professeur [Nicole El Karoui](#), une des plus grandes références françaises en la matière.

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse_quantitative_%28%C3%A9conomie%29

Banque d'investissement - Extrait d'un article de Wikipédia

Une **banque d'investissement** est une [banque](#), ou une division de la banque, qui rassemble l'ensemble des activités de conseil, d'intermédiation et d'exécution ayant trait aux opérations dites **de haut de bilan** (introduction en Bourse, émission de dette, fusion/acquisition) de grands clients *corporate* (entreprises, investisseurs, mais aussi États...). Ces activités sont généralement scindées en entités distinctes, habituellement désignées par des anglicismes : les opérations de **Corporate Finance** ([finance d'entreprise](#)), de **Global Capital Markets** ([marchés financiers](#)), et de **Structured Finance** (opérations de financement).

On différencie parfois la **banque d'investissement** (*investment banking* en anglais) de la **banque d'affaires** (*corporate banking*) en attribuant à la première les activités de marchés et à la seconde celles de finance d'entreprise. Toutefois le terme de *banque de financement et d'investissement* (BFI), ou son équivalent anglais (*corporate & investment bank* ou CIB), qui inclut les deux activités, tend à se généraliser. En France, la BFI de la [Société générale](#) s'appelle SGCIB, et celle du [Crédit agricole](#) se nomme Crédit agricole CIB depuis février 2010.

Sommaire

- [1 Différences avec les banques de dépôt](#)
- [2 Détail des activités](#)
- [3 Déontologie](#)
 - o [3.1 Conflits d'intérêts](#)
 - o [3.2 Muraille de Chine](#)

- [4 Voir aussi](#)
- [5 Grandes banques d'investissement](#)
 - o [5.1 Internationales](#)
 - o [5.2 Françaises](#)
- [6 Bibliographie](#)
- [7 Notes et références](#)

Différences avec les banques de dépôt

À la différence d'une [banque de dépôt](#), elles ne reçoivent pas les dépôts des particuliers et recherchent donc les liquidités auprès des autres banques, des marchés monétaires ou de la Banque centrale. Elles donnent également accès au marché des capitaux par émission d'actions et obligations. Cette distinction vient des [États-Unis](#), où elle a été inscrite dans la loi par le [Glass-Steagall Act](#) après le [krach de 1929](#). Toutefois, cette différence n'a jamais réellement pris pied en Europe et la plupart des banques d'investissement européennes font partie de groupes bancaires ayant aussi des activités de banque de dépôt, d'assurance et autres. Le Glass-Steagall Act a été répudié en 1999 par le [Gramm-Leach-Bliley Act](#), permettant ainsi l'intégration en une seule entité des activités de dépôt, d'investissement et d'assurance. Certains pensent que c'est cette répudiation qui a conduit à la [crise financière liée aux subprimes](#) ^[réf. nécessaire].

Elle a souvent également une activité importante dans le montage d'opérations de [fusion-acquisition](#).

Article complet sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_d%27investissement

Bulle (économie) - Article Wikipédia



Cet article ne cite pas suffisamment ses sources (août 2009). Si vous disposez d'ouvrages ou d'articles de référence ou si vous connaissez des sites web de qualité traitant du thème abordé ici, merci de compléter l'article en donnant les références utiles à sa vérifiabilité et en les liant à la section « Notes et références ». ([Modifier l'article](#))

Une **bulle économique**, **bulle de prix**, **bulle financière**, ou encore **bulle spéculative**, est un niveau de prix d'échanges sur un [marché](#) ([marché d'actifs financiers](#) : [actions](#), [obligations](#)), [marché des changes](#), [marché immobilier](#), marché des [matières premières](#), etc.) très excessif par rapport à la [valeur financière intrinsèque](#) (ou fondamentale) des biens ou actifs échangés.

Dans ce genre de situation, dite parfois « exubérante », les prix s'écartent de la valorisation [économique](#) habituelle sous le jeu de [croyances](#) des acheteurs.

Il y a bulle à partir du moment où la logique de formation des prix devient essentiellement « auto-référentielle » et où le raisonnement d'[arbitrage](#) entre les différents actifs ne s'applique plus : un prix démesurément élevé aujourd'hui se justifie uniquement par la croyance qu'il sera « plus élevé demain », alors que la comparaison avec les prix d'autres [actifs](#) ne peut le justifier.

Ce genre de comportement plus ou moins irrationnel des marchés, créant des anomalies de prix, fait partie des phénomènes qu'étudie la [finance comportementale](#).

Le mot français de bulle dans le sens de « bulle financière » vient de l'anglais « *bubble* », il s'agit d'une [métaphore](#) indiquant que les prix sur un marché spécifique augmentent de façon rapide et sans raison solide, et sont vulnérables, exposés à une chute instantanée, à l'image d'une bulle qui s'élève et qui éclate. En [1720](#), le [Parlement anglais](#) vota le [Bubble Act](#) après le [krach](#) des titres de la [South Sea Company](#). Quand on demanda à [Isaac Newton](#), maître de la monnaie de Londres depuis 1697, ce qu'il pensait de cette affaire il répondit qu'il « pouvait calculer les mouvements des corps célestes, mais pas la folie des gens. »

Sommaire

- [1 Causes](#)
- [2 Historique, évolutions](#)
- [3 « Squeeze » et « Corner »](#)
- [4 Notes et références](#)
- [5 Voir aussi](#)
 - o [5.1 Documentaires](#)

Causes

Une bulle est due souvent à la combinaison :

- de conditions macroéconomiques apparaissant, à tort ou à raison, favorables et durables, et qui constituent l'impulsion du mouvement puis la justification illusoire de son amplification excessive ;
- d'une spéculation haussière où les risques individuels du crédit sont couverts par la possibilité de revendre à la hausse en cas de défaillance individuelle, plaçant ainsi les acteurs du crédit de ce marché haussier à la merci collective d'un retournement de tendance ;
- de faibles taux d'intérêts des [banques centrales](#) durant une période de plusieurs mois ou années, incitant les acteurs économiques à fortement emprunter, mais en se plaçant dans une position collectivement risquée en cas de remontée des taux (on peut alors parler de « bulle monétaire ») ;
- de [mimétismes](#) euphoriques collectifs (en voyant les autres acheter et gagner de l'argent, grâce à la hausse des cours, on veut participer soi-même à la « fête ») ;
- et parfois de véritables [mythes](#) (le mythe du « *golden boy* » ou la facilité qu'il y aurait à gagner de l'argent en spéculant sans relâche, dans les [années 1980](#) ou bien la [nouvelle économie](#) dans la deuxième moitié des [années 1990](#)) qu'on évoque dans un climat de [rumeurs](#) ;
- difficultés à valoriser un secteur d'activité (ex : l'information sous forme de bit), qui verra donc sa valeur baisser.

Historique, évolutions

Les bulles financières ont été nombreuses dans l'histoire. Leur histoire peut être en grande partie retracée par l'histoire des [crises monétaires et financières](#). En voici quelques exemples :

- la [tulipomanie](#) du [XVII^e siècle](#) en [Hollande](#), célèbre pour être l'une des premières à être fortement documentée ;
- le [krach](#) financier dû à la [spéculation](#) sur les titres de la [Compagnie des mers du Sud](#) (*South Sea Company*) à Londres en [1720](#) conduit le [Parlement anglais](#) à voter le [Bubble Act](#) ;
- la [bulle internet](#) de la fin des [années 1990](#) ;
- la [bulle immobilière](#), à l'origine de la [crise des subprimes](#) de [2007](#) puis de la [crise financière de 2008](#), développée en une décennie depuis le milieu des [années 1990](#) jusqu'au milieu des [années 2000](#) dans la plupart des régions urbanisées occidentales (certains auteurs montrant que la bulle s'est développée dans les agglomérations à fortes contraintes urbanistes en matière de [constructibilité](#), mais pas dans celles à faibles contraintes¹), nourrie notamment par la faiblesse des taux d'intérêts des [banques centrales](#) décidée pour stimuler artificiellement l'économie après l'éclatement de la [bulle internet](#) et les [attentats du 11 septembre 2001](#).

Quand une **bulle financière** cesse de se développer, elle connaît de forts risques d'effondrement brutal. L'implosion suit l'explosion, la panique suit l'euphorie. Les mécanismes de crédits fondés sur la spéculation haussière disparaissent. La solvabilité des anciens emprunteurs, fondée sur la possibilité de vendre rapidement à fort prix en cas de défaillance individuelle, est soudain revue à la baisse. Les investisseurs spéculatifs attirés par les forts rendements haussiers se retirent vers des marchés plus porteurs. Les prix chutent de plus en plus fortement. La bulle financière s'effondre, avec notamment un [krach](#) boursier (l'article correspondant décrit certaines bulles).

Les bulles financières et leur effondrement sont une des manifestations des [cycles économiques](#) étudiés d'une façon plus générale par de nombreux économistes depuis le [XIX^e siècle](#), notamment en relation avec la gestion monétaire.

L'évaluation du montant des bulles est souvent difficile. La bulle immobilière américaine à son paroxysme de [2006](#) est chiffrée par certains experts de l'urbanisme et de l'immobilier à 4 000 milliards de dollars, un montant voisin étant évoqué pour la bulle immobilière européenne. Une partie porte sur une bulle purement financière susceptible de s'effondrer en quelques mois. Une autre disparaîtra plus lentement avec les migrations, les mutations économiques ou les assouplissements réglementaires. En outre de nombreuses valeurs boursières ou monétaires sont en partie adossées à des actifs et créances immobiliers. Ceux-ci, une fois [titrisés](#), figurent indirectement dans de nombreux portefeuilles eux-mêmes titrisés ou dans les actifs de sociétés cotées en bourse. Certains auteurs estiment le cumul des valorisations participant de la bulle financière de [2008](#) à cinquante fois le [PIB](#) mondial, soit plus de 2 millions de milliards de dollars (2 000 000 000 000 000 \$)^{([réf. à confirmer](#)12)}.

« *Squeeze* » et « *Corner* »

Une bulle présente des différences fondamentales avec deux autres phénomènes qui causent des prix élevés :

- le « *squeeze* » (« pression »), en français (« *short squeeze* », en anglais) qui est une situation de déséquilibre entre l'offre et la demande qui amène, pour des raisons techniques (nécessité règlementaire de livrer des actifs avant une certaine date, par exemple, cas de l'[achat sur marge](#)), les vendeurs à découvert à clôturer leurs positions à des prix excessivement élevés ;
- le « *corner* » (« acculer dans un coin »), qui est la même chose, mais organisée et planifiée par un ou plusieurs individus. L'un des plus fameux est le « *corner* » de l'[argent métal](#) organisé par les [frères Hunt](#) en [1980](#), mais il y en a eu bien d'autres, en particulier sur les marchés d'[emprunts d'État](#) et ceux de produits agricoles faisant l'objet d'un [marché à terme](#).

Les 27 et 28 octobre 2008, dans un contexte de crise globale affectant entre autres le secteur automobile, un *corner* d'une ampleur considérable sur [Volkswagen](#) a fait grimper la valeur à plus de 450 % en 2 jours, faisant d'elle la plus grosse capitalisation boursière mondiale pendant quelques heures avant de retomber les jours suivants. Le phénomène survenant après l'annonce de [Porsche](#) de détenir 74 % du capital du constructeur allemand a créé un véritable vent de panique parmi les gestionnaires de [hedge funds](#) qui ont dû boucler leurs positions de vente à découvert de peur de perdre davantage.

Notes et références

- ↑ (en) [S&P/Case-Shiller Home Price Indices \[archive\]](#) - [Standard & Poor's](#)
- ↑ *Marianne*, n° 598 ; sources chiffres : Banque mondiale, [FMI](#).

Voir aussi

Sur les autres projets Wikimedia :

- [Bulle \(économie\)](#), sur le Wiktionnaire
- [Bulle boursière](#)
- [Bulle immobilière](#)
- [Compagnie des mers du Sud](#)
- [Crises monétaires et financières](#)
- [Crise financière de 2008](#)
- [Spéculation](#)
- [Krach](#)


- [Fluctuation des cours de la bourse](#)
- [Analyse technique](#) (des cours)
- [Squeeze](#)
- [Corner](#)
- [Achat sur marge](#)


Documentaires

- "Faites sauter la banque", documentaire de [Pascal Vasselin](#) sur les rouages humains et financiers d'une [bulle spéculative](#) et d'un [crash](#), dans l'exemple de la [crise asiatique](#) de 1997. Diffusé en 2002 sur la chaîne franco-allemande [Arte](#) et sur la chaîne britannique [BBC](#).

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/Bulle_%28%C3%A9conomie%29

Crise financière – Article wikipédia

 Cet article parle du concept de "crise financière". Pour la crise financière actuelle, consulter l'article "[crise financière de 2007-2010](#)".

 Cet article est une **ébauche** concernant l'**économie**. Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#). Consultez la liste des **tâches à accomplir** en [page de discussion](#).

Le terme **crise financière** s'emploie pour désigner un ensemble assez large qui inclut notamment¹ les crises du change, les [crises bancaires](#) et les [crises boursières](#). Mais le terme est également utilisé pour désigner les crises de la [dette publique](#) ou des crises qui affectent un marché à terme voir [tulipomanie](#). Une crise financière peut concerner seulement quelques pays, ou, initiée dans un pays, peut s'étendre par contagion et devenir internationale et ralentit ainsi l'économie mondiale. Si une crise financière ne concerne dans un premier temps que les [marchés financiers](#), son aggravation conduira à des effets néfastes sur le reste de l'économie, entraînant une [crise économique](#), voire une [récession](#). Ces effets sont généralement un [resserrement du crédit](#) et donc une baisse de l'[investissement](#), une [crise de confiance](#) des [ménages](#).

L'un des plus grands historiens de la finance est l'économiste américain [Charles Kindleberger](#) qui dresse l'inventaire des crises financières depuis le 17^e siècle dans "Une histoire de la finance". Selon cet auteur le cycle financier se déroule en cinq phases: essor, engouement et emballement, peur et désordre, consolidation, redressement.

Sommaire

- [1 Les crises dans une perspective historique](#)
- [2 Typologie des mécanismes de crise financière](#)
- [3 Crise systémique](#)

- [4 Liste des crises financières](#)
- [5 Un phénomène cyclique ?](#)
- [6 Notes et références](#)
- [7 Voir aussi](#)
 - o [7.1 Articles connexes](#)
 - o [7.2 Bibliographie](#)
 - o [7.3 Documentaires](#)
 - o [7.4 Liens externes](#)

Les crises dans une perspective historique

D'après un rapport du [CAE](#) les crises financières (au sens de crises bancaires ou du change) ont connu des fréquences variables selon les époques²

- Période 1880-1913 : fréquence 5%
- Période 1945-1971 : 7%
- Période 1973-1997 : 10 à 13 %

Dans les années 70, on a assisté à une réapparition des crises bancaires et surtout au « retour des *crises doubles* (de change et bancaires) quasiment absentes de la période 1945-1971² ».

Typologie des mécanismes de crise financière

Une crise financière trouve son origine dans l'occurrence d'une des catégories de risques gérés par les acteurs d'un marché (voir [Gestion du risque#Les différents risques](#)) :

- risques de marchés : liés aux variations des taux ou des cours des actifs ([risque de taux](#), [risque de change](#)) ;
- risques de crédit : liés à la [fiabilité d'une contrepartie](#), voire d'un [pays entier](#) ;
- risques liés au fonctionnement même du marché et à la possibilité ou non de revendre un actif ([risque de liquidité](#)).

Ces risques ne sont en eux-mêmes pas exceptionnels, mais au contraire le fondement d'un marché financier. Mais lorsque la manifestation de l'un d'eux entraîne un effet [systémique](#), divers phénomènes de crise financière peuvent se manifester (plusieurs de ces éléments pouvant être simultanés) :

- un [resserrement du crédit](#) ((**en**) *credit crunch*) ;
- une [fuite vers la qualité](#) ((**en**) *flight to quality*) ;
- une [course à la liquidité](#) ;

- une [crise monétaire](#) ;
- une [crise de liquidité](#) (**(en)** *liquidity squeeze*).

Crise systémique

Article connexe : [Crise systémique](#).

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue !

Une crise systémique correspond à un effet de dominos par lequel la chute de l'un entraîne la chute de l'autre. Les règles de l'OMC ont ainsi générées une mutualisation des cours et des avoirs (mondialisation) qui évite que se pérennisent des anomalies de marché (par exemple le prix du chocolat est à peu près le même partout dans le monde) mais aussi créées des conditions de contamination inter-places. C'est ainsi que les banques se financent essentiellement entre elles sur des critères précis mais peuvent être parfois affectées par des "actifs toxiques" (subprimes) qui propagent -tout en le diluant- les risques du plus exposé. Dès lors qu'une banque n'a plus les moyens de rembourser avec ses actifs liquides les demandes de retrait de ses clients, elle doit s'en remettre à la confiance de ses consœurs ou de la banque centrale, à défaut elle fait faillite et dans ce cas tous ses engagements impactent les autres banquiers du pays, le pays lui même et au delà. Ces chutes en cascade menaceraient toute l'économie mondiale qui en serait affectée par corrélation.

Le risque systémique est donc la principale préoccupation du comité de Bâle III dont les édictons reprises dans la législation de tous les pays OCDE et la plupart des pays émergents contraignent les institutions financières autonomes à disposer de fonds propres suffisants pour "amortir" toute défaillance, un peu comme si l'on éloignait chaque domino pour en réduire la course et l'interrompre rapidement.

En France, les effets sur les dépôts des épargnants d'une [crise systémique](#) du système financier sont limités par le [fonds de garantie des dépôts](#) qui permet aux clients des banques d'être protégés et remboursés jusqu'à hauteur de 70 000 euros un mécanisme qui a rassuré lors des difficultés de l'automne 2008.

Les réserves du [fonds de garantie des dépôts](#) ne sont d'environ que d' 1,8 milliard d'euros (ce qui correspond à 30 euros par habitant), aussi en cas de faillite d'une banque de taille moyenne, la garantie ne pourra être effective en cas d'intervention de l'État français.

Liste des crises financières

Article détaillé : [Liste des crises monétaires et financières](#).

Un phénomène cyclique ?

Article connexe : [Cycle économique](#).

Les crises financières semblent se produire régulièrement. Elles pourraient être intrinsèquement liées au fonctionnement des [économies de marché](#).^{[[réf. nécessaire](#)]}

Notes et références

- ↑ Boyer, 2004, p.13
- ↑ ^a et ^b Boyer, 2004, p.17

Voir aussi

Sur les autres projets Wikimedia :

- [Crise financière](#), sur Wikinews

Articles connexes

- [Bulle spéculative](#)
- [Crise financière de 2008](#)
- [Crise monétaire](#)
- [Crise de liquidité](#)
- [Risque financier](#)

Bibliographie

- [Michel Aglietta](#), *Macroéconomie financière - Tome 2 - Crises financières et régulation monétaire*, La Découverte, 1995-2005
- [Michel Aglietta](#), 2008, *La Crise-Pourquoi on en est arrivé là? Comment s'en sortir*, éd. Michalon
- [Robert Boyer](#), Mario Dehove et [Dominique Plihon](#) *Les crises financières*, Rapport du [Conseil d'analyse économique](#), 2004
- [Charles Kindleberger](#), 1994, *Histoire mondiale de la spéculation financière*, éd. PAU.
- [Matthieu Pigasse](#) et Gilles Finchelstein, 2009, *Le monde d'après Une crise sans précédent*, ed Plon.
- [David Blache](#), 2009, *La régulation des banques de l'Union européenne face à la crise*, ed. : Revue Banque.
- Djopsou William Idriss,2009 " Le développement du secteur financier et la croissance économique:cas des pays de la CEMAC";Mémoire de recherche

Documentaires

- "Faites sauter la banque", documentaire de [Pascal Vasselin](#) sur les rouages humains et financiers d'une [bulle spéculative](#) et d'un [crash](#), dans l'exemple de la [crise asiatique](#) de 1997. Diffusé en 2002 sur la chaîne franco-allemande [Arte](#) et sur la chaîne britannique [BBC](#).

Liens externes

- (fr) Collectif, [La Crise financière de 2008](#) (causes, déroulement, perspectives)
- (fr) [La finance globale et sa crise](#), site actualisé de [François Morin](#)

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_financi%C3%A8re

Crise financière - Quelques documents 'Le Monde' 2012

20/04

Économie

[Les banques de Wall Street broient du noir](#)

Cela fait déjà quelques semaines que l'avenir des banques américaines tourne franchement à l'orage. Si elles avaient passé avec succès, pour la majorité d'entre elles, les tests de résistance mi-mars, leurs résultats du premier trimestre sont plombés par d'importantes pertes.

03/05

Économie

[La Société générale voit ses profits reculer sous l'effet de la crise et d'une réglementation plus sévère](#)

En plein débat sur la nécessité de faire revenir la croissance dans la zone euro, les résultats des banques, principales créancières de l'économie, sont très attendus. La Société générale a donné le ton pour la France, en annonçant, jeudi 3 mai, des bénéfices de 732 millions d'euros pour le...

04/05

ARCHIVE

[La Société générale voit ses profits reculer sous l'effet de la crise et d'une réglementation plus sévère €](#)

Hormis le Crédit agricole, les banques françaises se portent mieux que la concurrence européenne. En plein débat sur la nécessité de faire revenir la croissance dans la zone euro, les résultats des banques, principales créancières de l'économie, sont très attendus.

02/05

BRÈVE

[Cinéma Apocalypse à Wall Street](#)

Inspiré de la faillite de Lehman Brothers en 2008, Margin Call nous plonge dans une boucherie capitaliste, où le massacre se joue en sourdine et à huis clos. Pour son premier long-métrage, l'Américain J. C. Chandor se place sous l'influence de Stanley Kubrick.

03/05

Économie

Crise financière : la banque centrale britannique prend ses responsabilités

Il est tardif, mais le mea culpa de Mervyn King n'en est pas moins important. Le président de la Banque d'Angleterre (BA, banque centrale du Royaume-Uni) a admis pour la première fois, mercredi 2 mai, qu'il n'avait pas su anticiper les risques de la crise financière.

02/05

Idées

Battre Sarkozy et briser la spirale austérité-récession

Économistes, nous avons, le 20 avril dernier, appelé à voter pour Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche. À l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, pour battre Nicolas Sarkozy le 6 mai prochain, nous mettrons un bulletin de vote François Hollande dans l'urne, sans rien lâcher de...

02/05

Idées

Battre Sarkozy et briser la spirale austérité-récession

Économistes, nous avons, le 20 avril dernier, appelé à voter pour Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche. À l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, pour battre Nicolas Sarkozy le 6 mai prochain, nous mettrons un bulletin de vote François Hollande dans l'urne, sans rien lâcher de...

02/05

ARCHIVE

Ultimes négociations en Europe avant l'adoption de la réforme de Bâle III €

Les 8 200 banques de l'UE devront trouver 460 milliards d'euros pour s'y conformer. Contraindre les banques à renforcer leur capital, pour ne plus avoir à voler à leur secours. C'est tout l'enjeu de la réforme bancaire internationale dite de Bâle III, qui doit faire l'objet d'une réunion à...

30/04

Économie

Ultimes négociations en Europe avant l'adoption de la réforme de Bâle III

Contraindre les banques à renforcer leur capital, pour ne plus avoir à voler à leur secours. C'est tout l'enjeu de la réforme bancaire internationale dite de Bâle III, qui doit faire l'objet d'une réunion à Bruxelles, mercredi 2 mai, entre les 27 ministres des finances de l'Union européenne.

09/05

ARCHIVE

En Europe, la malédiction des pouvoirs sortants €

L'alternance en France est la dernière péripétie d'une valse des gouvernements sur fond de crise financière. L'austérité n'est pas le meilleur programme électoral en Europe. Depuis le

déclenchement de la crise financière, puis économique, à l'automne 2008, nombre de gouvernements confrontés aux...

15/05

ARCHIVE

[Pour le Conseil d'Etat, le Crédit immobilier de France n'était pas sous-capitalisé €](#)

Pourtant, depuis le 11 mai, les pouvoirs publics cherchent à adosser l'établissement à une banque. Le temps de la justice n'est pas celui des marchés financiers. Et le droit, parfois, fait mauvais ménage avec la régulation financière.

24/04

Idées

[Pacte budgétaire, une solution mortifère pour les peuples](#)

Vingt-cinq des vingt-sept gouvernements européens ont adopté début mars le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) dans l'Union économique et monétaire, c'est-à-dire la zone euro, appelé plus communément "pacte budgétaire". Il doit maintenant être ratifié par les Etats.

09/05

ARCHIVE

[Dexia Faillite collective €](#)

Le groupe franco-belge, dont l'assemblée générale a lieu mercredi 9 mai, est en cours de démantèlement. Mais toute la vérité n'a pas encore été livrée sur ce fiasco, qui promet d'être le plus coûteux de l'histoire des banques en Europe.

27/04

ARCHIVE

[Le Royaume-Uni tombe de nouveau en récession €](#)

Les statistiques nationales, jugées peu fiables, contrastent avec l'optimisme des industriels. Le Royaume-Uni est confronté à ce que les économistes appellent un scénario en « W », le « double dip » (double plongeon) qui voit une seconde récession succéder au rebond de l'activité qui avait mis un...

Source 'Le Monde' <http://www.lemonde.fr/sujet/e788/crise-financiere.html>

[La catastrophe financière de la zone euro expliquée par des graphes.](#)

Sur : <http://lintegral.over-blog.com/article-la-catastrophe-financiere-bancaire-et-etatique-expliquee-par-des-graphes-84723258.html>

19 sept. 2011 - Regardez bien ces graphes de Reuters, un par un, et vous allez comprendre immédiatement l'étendue des dégâts.

La prochaine crise financière aura lieu en 2015 - Document Figaro Blog 'L'éco

décodée'

Par [Cyrille Lachèvre](#) le 2 février 2011 18h46 | [21 Commentaires](#)

La prochaine crise financière mondiale aura lieu en 2015. Tremblez braves gens, le scénario est déjà écrit ! C'est le groupe américain Oliver Wyman – une société spécialisée dans le management des risques industriels - qui le prédit dans une étonnante [analyse](#). La crise, explique-t-il, viendra de l'éclatement de la bulle des matières premières.

En effet, un double phénomène serait actuellement à l'œuvre. D'abord, l'activité bancaire est repartie de plus belle et se concentre sur les matières premières. A la fois parce que les banques participent du mouvement géant de fusion acquisition qui secoue l'industrie minière, mais surtout parce que les hedge funds, qui n'ont plus d'espoir de faire beaucoup de bénéfices avec les actions ont tendance à se porter vers les marchés qui grimpent, en l'occurrence ceux des commodités. La hausse de ces marchés pousse en retour les entreprises à financer des projets d'exploration et de production de plus en plus coûteux. Ainsi le mouvement se poursuivra-t-il jusqu'à ce que la machine se grippe et que le mur s'effondre. Pour le consultant américain, la bulle éclatera lorsque la poussée inflationniste conduira la Chine à relever très sérieusement ses taux d'intérêt et à laisser sa devise s'apprécier, ce qui provoquera un ralentissement économique dans le pays. Ceci débouchera alors sur une chute de la demande pour les matières premières et un effondrement de leur prix. Les Etats, mal remis de la crise du risque souverain, n'auront pas les moyens d'aider les banques qui se seront trop exposées à ces marchés. La catastrophe pourrait être interplanétaire et atteindre, voire dépasser, le coût des subprime car cette fois-ci les émergents seront directement touchés !

Ce scénario n'a rien de particulièrement novateur et n'est même pas particulièrement génial... ce qui le rend d'autant plus crédible. Mais le plus intéressant, dans l'analyse proposée, c'est qu'elle se penche sur quelques phénomènes en train de se développer et qui ne lassent pas d'inquiéter :

Le **premier** est le développement du « shadow banking », la « banque de l'ombre », en français. Cela touche l'activité de titrisation, d'intermédiation des crédits, de transformation de la liquidité... autant d'opérations échappant au radar des régulateurs et qui depuis 1980 ont tendance à se développer beaucoup plus rapidement que les activités bancaires normales. Les règles de contrôle se sont pourtant durcies, mais au fur et à mesure qu'elles sont décidées, les banquiers trouvent des moyens de développer de nouvelles activités en dehors des radars. Et dans les matières premières, la loi de la jungle prévaut encore.

Le **deuxième enseignement** est que l'engouement pour les matières premières possède de plus en plus les caractéristiques d'un vrai mouvement spéculatif. Une enquête menée par Barclays révèle ainsi que 76% des investisseurs prévoient davantage de flux de liquidité dans les commodités en 2011 qu'en 2010. Lorsque l'on prévoit que son voisin va acheter une maison, on en fait de même avant lui, pour pousser les prix à la hausse et réaliser ainsi une confortable plus value. Oui « mais cette fois ci c'est différent », assurent les investisseurs... oubliant, comme le rappelle Oliver Wyman que cette fois, ils jouent simplement « l'histoire d'une croissance économique forte venant de chine créant une demande durable pour les matières premières ». Or chacun sait que les arbres ne montent pas au ciel.

L'analyse est donc inquiétante, car tout à fait valable. On en vient à se poser simplement une question. pourquoi 2015 et pas 2012 ?

Tags:

- [2015](#),
- [crise](#),
- [matieres premières](#)

Source <http://blog.lefigaro.fr/economie/2011/02/la-prochaine-crise-financiere-aura-lieu-en-2015.html>

City – D'après Wikipédia

 Cette page d'[homonymie](#) répertorie les différents sujets et articles partageant un même nom.

Sur les autres projets Wikimedia :

- [city](#), sur le Wiktionnaire
- [City](#), sur le Wiktionnaire

City est le mot anglais pour désigner une « [cité](#) ». Au [Royaume-Uni](#), le [statut des cités](#) est donné par le [monarque](#).

La City désigne la **City of London** c'est-à-dire la [Cité de Londres](#).

Aux [États-Unis](#), dans le domaine administratif et légal, le terme *city* désigne un type de municipalité dont les caractéristiques varient selon les États.

Extrait de la source <http://fr.wikipedia.org/wiki/City>

La City : le coeur financier de Londres - Information 'gralon'

Troisième place financière mondiale après New York et Tokyo, Londres possède dans son centre historique un célèbre quartier d'affaires, la **City**. Nous vous proposons de découvrir l'histoire et les caractéristiques de ce centre financier. A découvrir sur le site <http://www.gralon.net/articles/economie-et-finance/bourse/article-la-city---le-coeur-financier-de-londres-3093.htm>

La City, temple du commerce – Extrait d'un document 'azur ever'

Londres a cette particularité d'abriter dans ses entrailles, toutes sortes de personnes et toutes sortes de modes de vie. Ville d'origine de plusieurs artistes musicaux réputés tel que les Beatles et les Rolling stones, elle est également célèbre pour sa Reine.

De ce fait, d'une culture vivante et d'une population qui se veut distinguée, Londres est une ville exceptionnelle. Elle possède autant de sites à découvrir que la Turquie et ses cités antiques : la *National Gallery* est un de ses grands musées.

Elle referme toutes les grandes œuvres de peintres renommés. A quelques minutes de là, vous découvrirez l'illustre *Big Ben*, la grande montre de Peter Pan. Et en passant, vous traverserez très certainement le pont *Tower Bridge* d'où on peut voir le célèbre monument Grand Incendie de Londres.

Au cœur de la ville, vous pénétrerez dans la Cité de Londres, une localité particulièrement épatante. *London city* est la métropole des activités économiques de la ville, elle abrite dans ses rues entreprises et sociétés.

Impressionnante, on ne trouve que peu d'habitations dans cette contrée et peu de gens y vont si ce n'est pour les affaires, mis à part les touristes.

La cité témoigne de la vive évolution et de la très grande intelligence des londoniens, on a rarement rencontré une technologie aussi avancée dans la construction et la structure d'immeubles : l'architecture est impressionnante.

Entourés de magnifiques parcs aménagés, les quartiers résidentiels de la capitale se trouvent dans la contrée ouest et quand vous aurez vu ces résidences, vous comprendrez aisément quel genre de personnes y vivent. *London City* représente la ville dans son opulence.

Lire l'article complet sur le site <http://www.azurever.com/londres/magazine/la-city-de-londres.php3>

Économie réelle – Article Wikipédia



Cet article est une **ébauche** concernant l'**économie**. Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment ?**) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

L'« **économie réelle** » est une expression, employée, par exemple par [Patrick Viveret](#), pour désigner l'activité économique en dehors de sa partie [spéculative](#), c'est-à-dire hors de la [finance](#) et de la [bourse](#).

Cette expression souligne la séparation forte qui est ressentie entre les marchés financiers et l'activité économique plus simple à appréhender. La notion d'économie réelle permet un découpage autorisant à poser la question : « *une crise des marchés financiers peut-elle affecter l'économie réelle ?* »

Toutefois ce découpage est contesté par certains. Parce que cette expression sous-entendrait que les échanges en bourse ou les opérations financières seraient virtuelles, ce qui signifie ici

qu'elles n'apporteraient rien à l'économie. Or la finance contribue pour 6 à 7% du [produit intérieur brut](#) des [États-Unis](#). Cette distinction est pour ses détracteurs à mettre sur le compte d'un « biais industrialiste » : la plupart des gens admettent difficilement que le [secteur tertiaire](#) produit bien de la richesse. ¹ On peut aussi souligner que cette expression signifie surtout « ce dont les gens se rendent compte que ça les concerne. »²

L'expression « [économie virtuelle](#) » désigne en fait plutôt l'économie qui s'est développée au sein des [mondes persistants](#), et qui est bien réelle³ ; au sens utilisé ici, l'opposé de l'économie réelle est plutôt la [sphère financière](#).

Sommaire

- [1 Notes et références](#)
- [2 Voir aussi](#)
 - o [2.1 Articles connexes](#)
 - o [2.2 Liens externes](#)
 - o [2.3 Bibliographie](#)

Notes et références

1. [↑](#) [Vive la finance !](#) [archive]
2. [↑](#) [Economie réelle](#) [archive]
3. [↑](#) [PDF] [L'économie réelle des univers persistants : Vers une propriété virtuelle ?](#) [archive]

Voir aussi

Articles connexes

- [Économie](#)
- [Développement soutenable](#)

Liens externes

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue !

Bibliographie

Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue !

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_r%C3%A9elle

Économie réelle versus économie financière

Le droit, l'économie et la politique au service de l'intérêt collectif

Les socles légitimement contestables d'un système (Partie 1/2)

06 février 2012 - Document 'Le Monde.fr'

2012, année d'apocalypse. Dernière prophétie en date, la disparition tant redoutée d'une partie de l'identité française : le triple A. Alors que Moody's maintient sa notation relative à la solvabilité de la France, l'antéchrist Standard & Poor's annonce, sans détour, sa volonté de faire savoir au monde les difficultés que traverse la France et qui l'empêchent de demeurer un agent économique fiable.

Alors voilà, c'est enfin arrivé. La France a perdu son prestigieux triple A et ne possède actuellement plus qu'un pauvre AA+. C'est très grave, sans aucun doute, mais qu'est-ce que ça veut dire ?

Un A, un AA+ ou un triple A n'est autre qu'une note attribuée à n'importe quel agent économique, hormis les ménages, par un organisme « indépendant » pour rendre compte aux autres agents économiques de la capacité du premier à rembourser ses dettes. Les 3 premières agences de notation mondiales (américaines) possèdent une hiérarchie plus ou moins équivalente de notes correspondant à un ensemble de critères, plus ou moins opaques, servant à analyser de façon très synthétique, voire un peu simpliste, la santé économique et financière d'un organisme privé ou public.

Donc, perdre un A, c'est grave car cela veut dire qu'on n'est plus tellement fiable. Enfin, ça le fait croire aux autres.

En règle générale, que mon voisin pense ou non que je suis fiable ne m'atteint pas trop. Là où le problème se pose c'est quand mon voisin se met à me prêter de l'argent.

Et la France se place dans le deuxième cas. En effet, pour financer une partie de ses investissements, et donc réaliser une avance sur gains futurs permettant d'enclencher la machine productive, l'Etat français se finance directement auprès des banques commerciales, qu'elles soient françaises ou non. Il se finance, pour l'autre partie, sur les marchés financiers.

Ces banques, qui sont face à une asymétrie d'informations au moment de décider d'octroyer ou non un prêt à un agent économique tel que l'Etat, s'en remettent entièrement à l'avis des agences de notation afin de décréter si l'agent est fiable ou non. Jusqu'ici, le mécanisme ressemble beaucoup à celui d'un ménage souhaitant avoir accès à un emprunt, en admettant que la caution ou la personne garante prenne la place de l'agence de notation. Ce qui différencie le mécanisme de crédit d'Etat de celui d'un ménage est que même si l'Etat n'est pas fiable, il doit néanmoins pouvoir avoir accès à un financement (et apparemment le ménage non). Les banques commerciales, sachant la nécessité pour un Etat d'avoir accès à leur offre de financement, acceptent donc de lui prêter, quelle que soit sa solvabilité, mais lui font payer, en contrepartie, un certain intérêt. Ce taux d'intérêt comprend dans ce cas une « prime de risque » qui est le coût supplémentaire imposé à un emprunteur jugé plus risqué par le prêteur. L'explication est que lorsque la banque prête à un agent (même si l'Etat est l'un des agents les moins risqués, mais aussi celui pour qui les crédits sont les plus importants), elle n'est jamais sûre de récupérer sa créance : elle impose donc à l'agent l'obligation de payer, chaque année, un pourcentage de la somme empruntée afin de ne pas se retrouver sans rien en cas de défaut de paiement. De cause à effet, moins les agences de notation ont confiance en la solvabilité d'un Etat, plus le taux d'intérêt que fixeront les banques sera élevé. Au lendemain de la perte du triple A par la France, ses taux d'intérêt pour emprunt à court terme sont de 3%, alors que

ceux de l'Allemagne sont de moins de 2% et ceux de la Grèce avoisinent les 18%.

Entre création monétaire et traités européens

Les banques commerciales créent la monnaie *ex-nihilo*. En effet, la majeure partie de ce qu'elles prêtent, contrairement aux idées reçues, n'existe pas sous forme réelle : c'est la création monétaire par le crédit. Lorsque l'Etat emprunte auprès d'une banque commerciale, celle-ci inscrit une ligne de commande à l'actif de ce premier en échange d'une reconnaissance de dette. Les banques commerciales peuvent donc créer la monnaie de façon presque illimitée au profit des autres agents économiques. Presque, car pour pouvoir prêter, les banques doivent initialement se financer auprès de la banque centrale européenne (BCE), selon un taux de refinancement en « monnaie banque centrale ». Selon les fonds qu'elles possèdent, les banques commerciales peuvent créer de la monnaie en toute liberté, suivant le ratio de « 1€ banque centrale » équivaut à « 9€ de création *ex-nihilo* ». Alors que les banques se financent au taux de 1% à la BCE (pour acheter de la « monnaie banque centrale »), elles financent les agents économiques selon un taux d'intérêt allant de 2% à 18%, taux relatifs aux avis donnés par les agences de notation.

Alors, question : pourquoi les Etats ne se financent-ils pas directement auprès de la BCE, institution imperméable aux avis des agences de notation ? Tout simplement car cela est interdit. Par qui ? Par le Traité de Lisbonne.

Rapide retour en arrière.

Le 3 janvier 1973, sous le gouvernement Messmer, était voté un projet de loi impulsé par Valéry Giscard D'Estaing, alors ministre du budget, rendant impossible au Trésor Public de se financer directement auprès de la Banque de France. Dès la fin des années 1960, une augmentation significative du taux d'inflation a poussé la France à adopter cette loi, alors en vigueur chez les partenaires européens. Le but de cette loi était de juguler l'augmentation des taux d'inflation (soi-disant due à un excès de masse monétaire) : en effet, le fait d'empêcher la Banque de France de faire fonctionner la « planche à billets » pour chaque projet d'investissement de l'Etat français était censé limiter la création de « monnaie Banque de France », et donc limiter la création monétaire des banques privées (selon le ratio de réserve 9 : 1). Cette loi, abrogée le 4 août 1993 dans le droit français, est parallèlement apparue, dès le 7 février 1992, dans le Traité de Maastricht sous la forme d'un article (article 104). Ce traité prévoyait la création d'une banque centrale européenne, et la centralisation de la politique monétaire avec la mise en circulation au 1^{er} janvier 2002 d'une monnaie unique : l'euro. Dès le 13 décembre 2007 et la signature du Traité de Lisbonne, cet article est repris sous le nom d'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE).

Auteur **Nathan Bounie**

Source <http://economie.blog.lemonde.fr/>

Mathématiques financières - Introduction à un article Wikipédia

Les **mathématiques financières** sont une branche des [mathématiques appliquées](#) ayant

pour but la modélisation, la quantification et la compréhension des phénomènes régissant les [marchés financiers](#). Elles utilisent principalement des outils issus de l'[actualisation](#), de la [théorie des probabilités](#), du [calcul stochastique](#), des [statistiques](#) et du [calcul différentiel](#).

L'actualisation et l'utilisation des probabilités remontent à plusieurs siècles. [Louis Bachelier](#), par sa thèse intitulée *Théorie de la spéculation* en 1900, est considéré comme le fondateur des mathématiques financières. La [théorie moderne des marchés financiers](#) remonte au [MEDAF](#) et à l'étude du problème d'[évaluation des options](#) dans les années 1950-1970.

Sommaire

- [1 Nature aléatoire des marchés](#)
- [2 Hypothèse de non arbitrage](#)
- [3 Hypothèse de complétude des marchés](#)
- [4 Probabilité risque-neutre](#)
- [5 Le problème d'évaluation des produits dérivés](#)
- [6 Taux d'intérêt et dérivés de taux d'intérêt](#)
- [7 Dérivés de crédit](#)
- [8 Dérivés climatiques](#)
- [9 Notes et références](#)
- [10 Voir aussi](#)
 - o [10.1 Articles connexes](#)
 - o [10.2 Liens externes](#)
 - o [10.3 Bibliographie](#)

Article complet sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Math%C3%A9matiques_financi%C3%A8res

Récession (économie) – Article Wikipédia



Ne doit pas être confondu avec [contraction \(économie\)](#).



Cet article est une [ébauche](#) concernant l'[économie](#). Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

En [économie](#), une **récession** est un phénomène de ralentissement du rythme de la [croissance économique](#)¹. Lors d'une récession, la croissance devient inférieure à la [croissance potentielle](#) et l'[écart de production](#) augmente ; le phénomène inverse est une [expansion](#).

Stricto sensu, une diminution du niveau de production est une « décroissance » ou une « [contraction](#) », mais le terme « récession » est fréquemment utilisé avec ce sens², par [anglicisme](#).

La notion est aussi à distinguer de la [dépression économique](#), chute importante et durable de l'activité.

Sommaire

- [1 Définitions et mesure](#)
- [2 Notes et références](#)
- [3 Voir aussi](#)
 - o [3.1 Articles connexes](#)
 - o [3.2 Liens externes](#)

Définitions et mesure

Pour l'OCDE, une récession est une période d'au moins deux ans pendant laquelle l'[écart de production](#) cumulé atteint au moins 2% de PIB et la production devient inférieure d'au moins 1% à la [production potentielle](#) durant une année au moins³.

Selon un critère plus simple, une récession économique survient lorsque le [taux de croissance](#) du [PIB](#) diminue tout en restant positif pendant deux ou trois trimestres consécutifs (s'il n'y a qu'un trimestre de baisse puis une reprise au trimestre suivant, on ne parle pas de récession économique).

En anglais, *recession* correspond au français « contraction ». Le [National Bureau of Economic Research](#) (NBER) américain utilise une approche méthodologique plus fine, portant sur plusieurs indicateurs. Le NBER a publié une analyse estimant que les États-Unis sont entrés en *recession* en [décembre 2007](#)⁴.

Une récession (voire une contraction) peut s'inscrire dans une variation cyclique de la production⁵:

- de 50 ans selon la théorie des [cycles longs](#) de [Nikolai Kondratieff](#)
- de 6 à 10 ans selon la théorie du [cycle des affaires](#) de [Clément Juglar](#)
- de 40 mois selon la théorie des [cycles courts](#) de [Joseph Kitchin](#)

Notes et références

- ↑ Alain Beitone et al., *Dictionnaire des sciences économiques*, Armand Colin, 2001, [ISBN 2-200-26432-1](#)
- ↑ Voir par exemple : [Olivier Blanchard](#) et [Daniel Cohen](#), *Macroéconomie*, Pearson Éducation, [ISBN 2842111214](#), page 22
- ↑ *Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2008, Numéro 2, page 31
- ↑ **(en)** [Determination of the December 2007 Peak in Economic Activity \[archive\]](#), NBER, décembre 2008

5. [↑ Schumpeter, Business Cycles, 1939](#)

Voir aussi

Articles connexes

- [Contraction \(économie\)](#)
- [Conjoncture économique](#)
- [Décroissance](#)

Liens externes

- Collectif, [Les causes de la récession de 2009](#)

Source http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9cession_%28%C3%A9conomie%29

Spirale infernale - Article sélectionné

A Rome, François Hollande dénonce la « spirale infernale » de l'austérité et de la récession - Document Lesechos.fr • Le 16 décembre 2011

De passage dans la capitale italienne vendredi, le candidat socialiste à l'élection présidentielle s'est « réjoui » de la chute de Berlusconi. Le leader de la gauche transalpine, Pierluigi Bersani, a dénoncé la gestion « baroque » de la crise actuelle par les gouvernements en place.

La chute de Silvio Berlusconi en Italie fait rêver François Hollande. De passage à Rome vendredi après-midi, le candidat socialiste à l'élection présidentielle a écouté avec énormément d'intérêt le témoignage du principal leader de la gauche transalpine, Pierluigi Bersani, qui le recevait pour un colloque sur « l'Europe des progressistes » dans l'ancien temple de l'empereur Hadrien, à deux pas du Panthéon. Le secrétaire national du Parti Démocratique, héritier de l'ancien Parti Communiste Italien, a insisté sur le fait que Berlusconi parti, restait le berlusconisme. « Nous avons encore à traiter les sédiments d'une politique qui a eu pour caractéristiques la démagogie, le populisme et l'isolement du pays sur la scène internationale », a-t-il dit. « Pendant des années, on nous a raconté que la crise n'existait pas, que l'Italie allait mieux que ses voisins et que les finances publiques étaient en ordre, a ajouté Pierluigi Bersani, on s'est arrêté au bord du précipice ». François Hollande n'a voulu établir de parallèle, ni avec Nicolas Sarkozy, ni avec le sarkozysme, doctrine que les socialistes qualifieront après la présidentielle. « J'en parle suffisamment en France pour ne pas indisposer nos amis italiens », a-t-il expliqué, avant d'admettre s'être « réjoui » mi-novembre, lorsque le « Cavaliere » a lâché le pouvoir à Rome : « Son départ a permis à l'Italie de faire entendre de nouveau sa voix et de préparer sereinement les élections législatives de 2013 ».

D'une manière plus générale, les deux responsables politiques ont parlé d'une seule voix pour critiquer la façon dont les gouvernements ont géré la crise des dettes souveraines ces derniers mois. « La droite a vendu aux opinions publiques l'idée que les solutions ne pouvaient être que nationales et isolées les unes des autres. Or on va tous avoir des problèmes vraiment très sérieux si la zone euro continue d'agir de manière aussi baroque et partielle, sans avoir le courage de dire les choses », a déclaré Pierluigi Bersani. Selon lui, « il manque un message

d'ensemble de l'Europe ». « On fait peu et ce qui est fait ne peut être dit pour n'effrayer personne », déplore le patron du Parti Démocratique, dans une allusion au mode de fonctionnement de la Banque centrale européenne. « La gauche, elle, n'a pas peur de dire aux marchés qu'elle défend l'euro et qu'il faut une dimension politique à l'Europe ». Pour François Hollande, une politique différente doit être « envisagée » car la récession est « déjà là », malgré les plans de rigueur « appliqués avec beaucoup d'injustice ». « Nous sommes dans une **spirale infernale** récession-austérité-récession », pointe le candidat socialiste, tout en précisant que les situations sont différentes d'un pays à l'autre.

De fait, les plans d'austérité sont sans comparaison d'un côté à l'autre des Alpes. L'Italie en est à son troisième collectif budgétaire de l'année contre deux en France, pour un montant global de 205 milliards d'euros sur trois ans, contre une vingtaine de milliards dans l'Hexagone. En clair, les économies demandées aux Italiens sont dix fois plus importantes que celles imposées aux Français. La dette publique est certes bien plus lourde à Rome (120% du PIB) qu'à Paris (83% du PIB) et la charge des intérêts à rembourser à l'année presque deux fois plus élevée en Italie qu'en France (80 milliards d'euros en 2011). Mais le déficit est incomparablement plus faible (3,9% cette année) et devrait être ramené à zéro en 2013 en Italie, alors que la France espère à cette date arriver, au mieux, à 3% du PIB. Autre différence, les Français vont bientôt se rendre aux urnes tandis que les Italiens sont gouvernés pour encore dix-huit mois par une équipe transitoire soutenue, au Parlement, par la droite et la gauche. Autrement dit, la tâche de Pierluigi Bersani est notoirement plus complexe que celle de François Hollande.

Auteur : GUILLAUME DELACROIX, CORRESPONDANT À ROME

Source <http://archives.lesechos.fr/archives/2011/lesechos.fr/12/16/0201800972427.htm>

Traduction, définitions et compléments :

Jacques Hallard, Ing. CNAM, consultant indépendant.

Relecture et corrections : Christiane Hallard-Lauffenburger, professeur des écoles honoraire.

Adresse : 585 19 Chemin du Malpas 13940 Mollégès France

Courriel : jacques.hallard921@orange.fr

Fichier : ISIS Economie ***Investment Banks and Financial Maths*** French version.2
